

Questions orales

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, notre gouvernement n'a nulle intention de diminuer le rôle que Winnipeg joue en tant que centre de transport et élément important du CN. Le fait est que la croissance de l'Ouest devrait bien augurer de l'avenir du CN à Winnipeg et notamment à Transcona, car l'augmentation du trafic créera certainement plus d'emplois et un regain d'activités dans l'Ouest et plus particulièrement à Winnipeg.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LA DÉCISION DE COULER LE BATEAU DE PÊCHE *LADY MARJORIE*

M. Gerald Comeau (South West Nova): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Dimanche dernier, le *Nipigon* a lancé deux obus sur le bateau de pêche *Lady Marjorie* en partie submergé, pour le couler. Je demande au ministre de donner ordre à ses fonctionnaires d'instruire de toute urgence une enquête complète afin que le propriétaire puisse compter que son bateau sera remplacé le plus tôt possible.

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Brièvement, monsieur le Président, la réponse à la question du député de South West Nova est non. Le bateau dont il parle, le *Lady Marjorie*, s'est retrouvé en pleine tempête à environ 60 milles au nord-est de Halifax, le 28 avril. Il a pris l'eau jusqu'au plat-bord; les membres de l'équipage l'ont abandonné et quand on leur a demandé s'ils voulaient remonter à bord pour le récupérer, ils ont refusé. Comme le navire posait un risque pour la navigation, il a été coulé.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LES PÊCHEURS DE TERRE-NEUVE—L'ÉPUISEMENT DES PRESTATIONS

L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur le Président, en l'absence de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, ma question s'adresse au ministre des Pêches. Cette année, les côtes de Terre-Neuve et du Labrador sont bloquées par une couche de glace beaucoup plus épaisse que les autres années. Le ministre doit savoir qu'après le 15 mai, les pêcheurs côtiers n'auront plus droit aux prestations d'assurance-chômage. Autrement dit, jusqu'à la disparition totale des glaces, des milliers de pêcheurs côtiers de Terre-Neuve et du Labrador n'auront plus de revenu.

Quelles mesures le gouvernement prend-il pour remédier à cette situation d'urgence des plus graves? Plus précisément, est-il disposé à modifier le règlement sur l'assurance-chômage en vue de traiter les pêcheurs sur un pied d'égalité avec les autres travailleurs et leur garantir un revenu jusqu'à ce qu'ils puissent reprendre leur travail?

L'hon. John A. Fraser (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, le député soulève une question qui est très inquiétante pour la région de d'autres députés et lui représentent. En l'absence de la ministre de l'Emploi et de

l'Immigration, je puis dire que le gouvernement suit de près la situation. Comme le député le sait depuis qu'il est venu me consulter accompagné d'une délégation de Terre-Neuve et du Labrador, nous prenons cette affaire très au sérieux et je sais qu'il a obtenu hier la même réponse de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

ON DEMANDE UN PAIEMENT SPÉCIAL

L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur le Président, je remercie le ministre de cette réponse, mais je veux qu'il nous promette d'en parler à sa collègue de l'Emploi et de l'Immigration. Si le gouvernement n'est pas disposé à modifier le règlement, ce qui est la première chose à faire à mon avis, le ministre peut-il en tout cas nous donner l'assurance qu'il demandera à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration d'accorder cette année un paiement spécial aux pêcheurs, pour leur assurer un certain revenu entre le 15 mai et le moment où les glaces auront complètement disparu?

L'hon. John A. Fraser (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, en ma qualité de ministre des Pêches, je comprends parfaitement les instances qui me sont présentées. Le député a ma promesse que j'en discuterai avec ma collègue ou mes autres collègues au besoin. Je vais faire le maximum.

* * *

LE COMMERCE

LES QUOTAS SUR LES IMPORTATIONS DE BŒUF D'EUROPE

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, en l'absence du ministre du Commerce extérieur et du ministre de l'Agriculture, je devrais probablement poser ma question au secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture. En décembre dernier, le gouvernement a mis un terme à l'importation au Canada de viande de bœuf subventionnée et bon marché, en imposant des quotas sur les importations de bœuf. Quelques mois plus tard, des bruits ont couru comme quoi le gouvernement commençait à flancher devant les menaces de la Communauté économique européenne qui se propose d'exercer des représailles contre d'autres produits. Le secrétaire parlementaire pourrait-il garantir aux producteurs canadiens de viande de bœuf et de veau que le gouvernement tiendra bon et ne cédera pas aux pressions exercées par la Communauté économique européenne?

• (1450)

[Français]

M. Pierre Blais (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, effectivement, l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Wise) est au courant de ces démarches. Il faut bien comprendre que les importations de bœuf entrent dans le cadre général des importations et exportations du gouvernement canadien, et actuellement l'honorable ministre ainsi que les fonctionnaires du ministère sont en négociations pour tenter de trouver une solution, et soyez assuré que nous allons faire tout en notre pouvoir pour respecter et encourager les intérêts de nos agriculteurs canadiens, monsieur le Président.